

Vers une année 2025 de tous les dangers. Le prolétariat doit urgemment s'organiser pour se défendre d'un mode de production qui engendre guerres, destructions et misère

Les effets convergents :

- de la crise fiscale d'un nombre croissant d'États capitalistes, dont plusieurs appartenant au premier cercle d'entre eux se soldant, entre autres, par une crise de l'État social fondé sur des mécanismes autrefois solides de protection et de sécurité sociale, déstabilisant la société civile du capital et son ordre ;
- de la formation, dans la chaleur incandescente de guerres « régionales », des deux blocs (États-Unis, Royaume-Unis, pays scandinaves, OTAN, d'un côté, et Chine, Russie, Iran et leurs alliés de l'autre) qui s'inscrivent dans une trajectoire de collision belliqueuse. La remilitarisation généralisée est désormais la règle y compris d'États qui se voulaient « pacifistes », comme la Finlande, Allemagne et le Japon ;
- du bouleversement des « chaînes de valeur » et des « chaînes d'approvisionnement » mondiales se manifestant à la fois par la fracturation et des blocages en moult points du marché mondial et par la déformation « politico-militaire » de la réalisation de la valeur, c'est-à-dire de la formation des prix,
- de la conséquente nécessité de restructuration en profondeur de formations économiques et sociales de tout premier ordre du monde du capital ;
- de la guerre monétaire pour le maintien ou la conquête du statut de monnaie mondiale aujourd'hui encore solidement incarnée par le dollar américain ;
- de la crise politique générale des classes dominantes qui se traduit par l'accélération de la transformation des démocraties parlementaires en démocraties plébiscitaires ;
- de la déstabilisation de la société civile du capital et de son ordre qui nourrit la tendance à la séparation de pans entiers de celle-ci car victimes directes des politiques d'austérité et de la militarisation qui en découle de leurs rapports sociaux ;

sont parmi les éléments les plus marquants de l'année qui commence.

En dépit de ce sombre scénario, la valorisation du capital ne connaît pas (encore ?) d'interruptions significatives. Les entreprises dans leur ensemble tirent leur épingle

du jeu en agissant avant tout sur la compression de la masse salariale. Celle-ci, à peine ralentie par l'essor inflationniste¹, ajoutée à l'accroissement de la productivité du travail ont permis à la grande majorité des capitaux individuels de surmonter d'abord l'interruption ou le ralentissement forcés des activités par la crise sanitaire de la Covid 19 et ensuite d'esquiver les premiers effets négatifs du contexte décrit plus haut. Néanmoins, les capitaux individuels ont stoppé ou suspendu leurs plans d'investissement, sont aux prises avec des difficultés croissantes de réalisation de la valeur, d'expansion de leurs marchés respectifs et, surtout, ils ne peuvent plus compter comme auparavant sur les aides directes et indirectes d'États aux prises avec une longue crise fiscale ainsi que sur une stabilité sociale relativement durable. Ainsi, la crise politique générale des classes dominantes, jumelée à la crise fiscale de l'État ne produisent pas une réponse unifiée de la part des entreprises. C'est plus que jamais le chacun pour soi. Elles apprennent à gérer tant bien que mal leurs intérêts sans trop compter sur des États en mal de financement et dont les exécutifs sont si souvent très fragilisés. La crise industrielle n'est pas imminente mais elle s'approche à grands pas faisant suite à celles de 2015/2016 et à celle de 2020 et aux deux années fastes en termes de profits engrangés de 2024 et d'une partie de 2025 (selon les prévisions des analystes du camp adverse).

Du côté de la classe exploitée, force est de constater qu'elle ne parvient pas à affirmer ses propres intérêts ni au sein des entreprises face aux attaques au salaire et aux conditions de travail et de reproduction, ni lorsqu'elle est confrontée aux conséquences directes des guerres capitalistes ou des crises environnementales. Les combats de classe se cantonnent dans leur immense majorité à tenter d'entraver des restructurations de l'outil productif impliquant des licenciements et des délocalisations et à défendre le pouvoir d'achat du salaire rongé par l'inflation. Ces réactions ouvrières n'ont que très rarement dépassé le cadre strictement défensif, ne se sont pas installées dans la durée, n'ont pas pris la forme d'une vague de luttes économiques et n'ont jamais dépassé le cadre syndical. Dans ce panorama se sont toutefois singularisées des grèves victorieuses pour les salaires, comme aux États-Unis, celles des travailleurs de Boeing et celles des dockers de la

¹ La pression inflationniste augmente la masse salariale de deux façons : par les mécanismes contractuels ou étatiques de rattrapage salarial ET surtout, pour les grandes entreprises, par la multiplication des revendications salariales.

côte Est, et, au Royaume Uni², celles des travailleurs de la santé. S'il n'y a eu aucune transformation des luttes économiques en luttes politiques offensives, c'est-à-dire capables de remettre en discussion l'ordre productif et reproductif dominant, la politique révolutionnaire doit valoriser ces moments sporadiques de lutte de classes. Sans oublier pour autant d'en souligner les limites intrinsèques. Pas de lutte politique sans lutte défensive. L'intervention des communistes dans ces combats n'est donc pas un luxe ni le fait d'une concession irréparable à l'opportunisme mais une nécessité historique et contingente. Dans le même ordre d'idées, l'expression du mépris puriste à l'égard des luttes « syndicales » n'a pas droit de cité parmi les combattants prolétariens. La critique de la forme syndicale de la lutte de classe et, *a fortiori*, du syndicalisme d'État ne doit pas être confondue avec le rejet de toute action revendicative des ouvriers.

La société civile du capital, elle, est frappée de plein fouet par la crise fiscale de l'État entraînant une réduction drastique des dépenses de fonctionnement des mécanismes d'intégration sociale. La dite démocratie sociale structurée autour des organes intermédiaires de l'État et pratiquée par la négociation entre partenaires sociaux (organisations patronales, organisations syndicales d'État et l'État lui-même) directement ou indirectement associés, est très mal en point. Certes, les négociations continuent, les organes intermédiaires de l'État continuent d'exister bien que leur « représentativité » soit largement érodée, les « droits sociaux » ne se sont pas complètement évaporés, mais ces derniers sont remis en cause cependant que les États adaptent la démocratie sociale au nouveau scénario défini par les difficultés croissantes de financement et par l'involution de la démocratie parlementaire en démocratie plébiscitaire. Ainsi, les « droits sociaux » sont modulés en fonction directe de l'importance des secteurs de la société civile pour la reproduction du capital. Premières victimes du « repli » de l'État social, les surnuméraires, les pauvres, les migrants, les retraités, les travailleurs âgés et ceux qui perdent leur emploi mais aussi les jeunes réfractaires au travail, les travailleurs « non flexibles », les femmes qui ne se soumettent pas au diktat de la reproduction de la force de travail. Pour tous, l'État anciennement « social » montre son véritable visage incarné par les forces de répression. Un État qui élimine ou embrigade ses propres institutions qui garantissaient formellement une certaine dialectique interne, les organes du pouvoir législatif et judiciaire. Un État qui se prépare très concrètement à la guerre civile en exploitant à cette fin tous les soubresauts générés dans la société civile par la crise fiscale et la démolition de pans entiers de la démocratie sociale³.

La tendance à l'affirmation globale de la démocratie plébiscitaire secoue les exécutifs de nombreux pays, dont plusieurs pays capitalistes développés. Cette tendance

se nourrit de la formation de blocs ennemis, de la généralisation des guerres comme moyen principal de régler des différends de toutes natures entre États, de la nécessité d'encadrer étroitement les dépenses publiques, la politique monétaire, commerciale, etc. en les mettant davantage au service de la guerre civile ou régulière. Pour autant, ce mouvement vers la démocratie plébiscitaire rencontre ici et là une certaine résistance dans la population. La chute de dictateurs, les tentatives de coups d'État, les « réformes » constitutionnelles autoritaires ne manquent pas de susciter des réactions massives de la rue. Le long cycle de mouvements démocratiques interclassistes n'est pas terminé. Quand ceux-ci, ou plus précisément des secteurs minoritaires de ces derniers, parviennent dans les faits à dépasser le strict cadre constitutionnel en pratiquant des formes de libération collective et individuelle par l'action directe, ils doivent faire l'objet de la plus grande attention de la part des communistes. Leur devoir est d'y intervenir afin d'accélérer la séparation politique de ces franges insurgées des secteurs, la plupart du temps majoritaires, qui campent sur le terrain de la légalité bourgeoise. La finalité est évidente : favoriser la soudure de ces expressions démocratiques radicales avec le mouvement ouvrier indépendant. Celui-ci est appelé à diriger le combat d'ensemble et à incorporer dans la lutte de classes directe les instances libertaires exprimées par ces secteurs rebelles des mouvements démocratiques.

Pour les révolutionnaires, enfin, il est indispensable de poursuivre l'analyse critique concrète du présent à l'aune du maniement non livresque des catégories élaborées par Marx-Engels et par le mouvement ouvrier indépendant. La complexité de la situation l'impose plus que jamais. Le travail d'organisation et de formation de cadres communistes doit être renforcé ainsi que le processus de centralisation politique des faibles forces conscientes de l'autonomie ouvrière. Organisation et formation qui ne peuvent pas être sérieusement envisagées sans la recherche permanente d'interaction avec les luttes de classe réellement existantes et les secteurs libertaires des mouvements démocratiques. La finalité de l'intervention communiste d'aujourd'hui est claire : contribuer à l'émergence d'expériences et de formes d'autonomie ouvrière et gagner les rebelles libertaires à la cause prolétarienne. *A contrario*, à nonner des principes immuables dans l'isolement des chambrettes d'idéologues aussi prétentieux qu'impuissants ne permet pas de faire de la théorie une arme concrète du prolétariat révolutionnaire, de la transformer en force matérielle. Comme il est par ailleurs profondément erroné de juger que les « actions directes » pratiquées par des minorités politisées déconnectées de la lutte de classe sont des expressions du mouvement prolétarien. Donc au travail camarades !

MC/KPK, le 5 janvier 2025

² Voir : MC/KpK *Une lueur d'espoir au milieu de l'austérité et de la régression sociale ? La vague de grèves qui se poursuit au Royaume-Uni*, Lettre n°52, septembre 2023, in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC2352FRvFsite.pdf>

³ Voir : MC/KpK *la mue illibérale de l'état s'accélère sur fond d'émeutes urbaines*, Lettre n°53, septembre 2023, in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LT53vF.pdf>